

Présidence : M. Louis-Claude **Pittet**

Secrétaire : Mme Olivia **Sahin-Cajuste**

Scrutatrices : M. Antonio **Todde** et Mme Marie-Claire **Mamin**, Mme Marlyse **Dutoit**

Huissière : Mme Doris **Manz**

Ordre du jour

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV n° 30 – Séance du 5 mars 2025
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapport préavis n° 01/03.2025 – Autorisation de mise à disposition par droit distinct et permanent de superficie (DDP) d'une surface de 4'215 m² à détacher de la parcelle communale n° 347, sise au chemin du Glapin
7. Préavis n° 02/04.2025 – Demande d'un crédit de Fr. 300'000.- pour équiper le collège de Sous-Allens 3 de panneaux photovoltaïques en vue d'une autoconsommation
8. Préavis n° 03/04.2025 – Définition du nombre de conseillères et conseillers communaux et municipaux pour la prochaine législature (juillet 2026 à juin 2031)
9. Préavis n° 04/04.2025 – Demande d'un crédit de Fr. 189'000.- pour l'entretien et rénovation de l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE) de Sous-Allens
10. Préavis n° 05/04.2025 – Ajustement du bilan pour le passage au MCH2
11. Préavis n° 06/04.2025 – Adoption de la gestion et des comptes 2024
12. Simples questions
13. Contre-appel

M. Louis-Claude **Pittet**, **Président du Conseil**, ouvre la séance à 20h00.

1) Appel

Excusé·e·s : Mme Anna **Bauer**, Mme Catherine **Blouzard**, M. Steve **Bugnon**, Mme Barbara **Dellwo**, Mme Simone **Dietschi**, M. Guy **Gueritz**, M. Enrique **Haller**, M. Eric **Janicaud**, Mme Marie-Claire **Mamin**, M. Pascal **Perrottet**, M. Sébastien **Pittet**, Mme Barbara **Pous**, M. Jacques **Rochat**, M. Carmelo **Todaro**, M. Blaise **Van Poucque**.

Absent·e·s : M. Saïd **Mahlouly**, M. Joël **Tardy**

48 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement en accord avec les dispositions de l'article 55 du règlement du Conseil communal. La majorité est établie à 25 voix.

2) Adoption de l'ordre du jour

M. Louis-Claude **Pittet** ouvre la discussion. La parole n'est pas demandée.

La discussion est close, M. Louis-Claude **Pittet** passe au vote.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

3) Adoption du PV n° 30 de la séance du 5 mars 2025

M. Louis-Claude **Pittet** ouvre la discussion.

La parole n'est pas demandée. La discussion est close, M. Louis-Claude **Pittet** passe au vote.

Le PV n° 30 est accepté à l'unanimité.

4) Communications du bureau

Pour la séance du 18 juin 2025, ne pas oublier l'heure de convocation à 19h00 à l'aula du collège du Cherrat. Après la séance, une grillade sera organisée par la jeunesse, sur la place de fête du giron du Pieds du Jura. Au menu, tranches de cou de porc ou filets de volaille, salades et dessert. Les boissons seront directement prises sur place.

Je rappelle le déplacement de la séance du 27 août 2025 au mercredi 20 août 2025 à la halle des fêtes du domaine du Bon Boccard, à cause du Tour du Pays de Vaud.

5) Communications de la Municipalité

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

Intervention sur la communication n° 18/04.2025 – Travaux et gestion de la Place de l'horloge

Le Président ouvre une discussion sur le sujet des travaux et la gestion de la Place de l'horloge.

La parole n'étant pas demandé, le Président clôt la discussion.

6) Rapports préavis n n° 01/03.2025 – Autorisation de mise à disposition par droit distinct et permanent de superficie (DDP) d'une surface de 4'215 m² à détacher de la parcelle communale n° 347, sise chemin du Glapin

Le Président appelle M. Nicolas **Cottier** pour la lecture du rapport de la commission des finances.

Le Président ouvre la discussion.

Yves **Chevillat** : que se passe-t-il à la fin du droit ? Est-ce qu'il y a un droit de retour sur le bâtiment construit ?

Nicolas **Cottier** : en principe, à la fin de la période, il y a un rachat à la valeur résiduelle du bâtiment. C'est donc la commune qui rachète au bénéficiaire du DDP, qui a entretenu le bâtiment. En matière de DDP, la règle est le paiement d'une indemnité correspondant à la valeur vénale du bâtiment. Il peut également y avoir une prolongation du DDP, ou alors un transfert, avec l'accord de la commune, du DDP envers un tiers qui s'acquitte de l'indemnité.

Alain **Jouffrey** : à la lecture rapide du protocole du notaire, il me semble qu'il y a plusieurs bénéficiaires. Est-ce qu'il y a une société qui est bénéficiaire ou ce sont les trois ensemble et *quid* si une société ne paie pas son loyer ?

Nicolas **Cottier** : Il y a une coquille en bas de p. 6. Les trois sociétés forment une société anonyme (SA), qui est seule bénéficiaire du DDP. Mais ça ne change rien sur le fond.

Miriam **Radermacher Pilloud** : une fois que la Municipalité décide d'octroyer des DDP, quel est le processus ? Est-ce que les entreprises sont informées, est-ce qu'il y a une sorte de mise à concours, ou alors c'est plutôt une opportunité d'un projet qui a été formulé et qui fait qu'on rentre en matière ? Est-ce qu'il y a une possibilité d'informer plus largement d'autres entreprises au sein de la commune ?

Stéphane **Porzi** : Il n'y a vraiment pas eu de processus. En réalité, il y a eu plusieurs demandes pour ce DDP au cours des dernières années. La Municipalité souhaitait éviter d'avoir une immense halle avec simplement deux employés et pour le reste du stockage. L'objectif était de privilégier l'emploi sur cette parcelle. L'opportunité s'est concrétisée avec trois entreprises. Lors des discussions, la Municipalité a choisi de privilégier deux entreprises saint-preyardes qui pourront ainsi se pérenniser sans avoir à chercher des locaux ailleurs qu'à St-Prex, et une troisième qui est de la région. On aurait pu se poser la question de solliciter l'association des commerçants de St-Prex, mais si après il y a 15 entreprises, on n'arrive plus à faire le projet. Il n'y a pas eu de processus, on

n'a pas demandé à d'autres entreprises. Cela étant, je crois savoir que les bénéficiaires vont avoir des locaux en suffisance, donc il y a peut-être la possibilité de louer des mètres carrés.

Nicolas **Cottier** : Il y a eu plusieurs projets dans le temps, qui nous ont été soumis et ne nous ont pas convaincus. De plus, ce projet immobilier n'est pas soumis à la Loi sur les marchés publics. La parole n'étant plus demandée, le Président clôt la discussion et procède au vote sur les conclusions du préavis, dont il donne lecture.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal ;
- entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier ;
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. d'autoriser la Municipalité de mettre à disposition par droit distinct et permanent de superficie (DDP) une surface de 4'215 m² à détacher de la parcelle communale n° 347 ;
2. d'approuver les conditions du contrat de droit distinct et permanent de superficie ;
3. d'admettre que la redevance annuelle encaissée sera comptabilisée dans les recettes communales.

Avis favorables: 44

Avis contraire: -

Abstentions: 3

Le préavis n° 01/03.2025 est accepté à la majorité.

7) Préavis n° 02/04.2025 – Demande d'un crédit de Fr. 300'000.- pour équiper le collège Sous-Allens 3 de panneaux photovoltaïques en vue d'une autoconsommation

Le préavis est remis à la Commission des finances.

La commission nommée sur proposition des groupes et du bureau est formée de :

Alain Jouffrey	<u>Suppléants :</u>
Sophie Rouquette-Studer	Amyr Lalani
Didier Franco	Guy Gueritz
Jérôme Courtois	
Steve Bugnon	

8) Préavis n° 03/04.2025 – Définition du nombre de conseillères et conseillers communaux et municipaux pour la prochaine législature (juillet 2026 à juin 2031)

La commission nommée sur proposition des groupes et du bureau est formée de :

Miriam Radermacher-Pilloud	<u>Suppléants :</u>
Frédéric Berthoud	Yves Morand
Sylvie Perreten	Christian Boillat
Thereza Soarez Hungria	
Natacha Bruchez	

9) Préavis n° 04/04.2025 – Demande d'un crédit de Fr. 189'000.- pour l'entretien et rénovation de l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE) de Sous-Allens

Le préavis est remis à la Commission des finances.

La commission nommée sur proposition des groupes et du bureau est formée de :

Jean-François Chavannes	<u>Suppléants :</u>
Christie Piquerez	Dominique Dubugnon
Andréas Rogenmoser	Marc Hauswirth
Thierry Jaquery	
David Clénin	

10) Préavis n° 05/04.2025 – Ajustement du bilan pour le passage au MCH2

Le préavis est remis à la Commission des finances.

11) Préavis n° 06/04.2025 – Adoption de la gestion et des comptes 2024

Le préavis est remis à la Commission des finances et la Commission de gestion.

12) Simples questions

Marc-Antoine **Siegwart** : Au sujet de la communication de la Municipalité relative au retrait du préavis n° 05/08.2023 (panneaux photovoltaïques), est-ce qu'une partie du crédit accordé a été consommée ?

Jon **Von Overbeck** : Oui, des frais ont été engagés, notamment pour une étude de faisabilité, mais je ne peux pas articuler de montant.

Thereza **Soares Hungria** : (retranscription intégrale de l'intervention)

« Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

C'est la première fois, en tant que conseillère, que je suis interpellée par quelqu'un que je ne connais pas. J'ai été élue pour les représenter... et c'est aussi pour ça que je vous adresse.

Je me fait la porte-parole des propriétaires de chiens saint preyards , et aussi de quelques habitants de Saint Prex, qui trouvent pertinent cette sollicitation, et je me permets de vous présenter la présente demande de créer une stratégie canine sur notre commune.

D'abord, permettez-moi de vous rappeler quelques faits :

- 1. Le 28 septembre 2022, les conseillers ont refusé un Préavis (n°07/08.2022) d'un montant de CHF 59'000 pour la construction d'un parc pour chiens à Saint Prex. Le projet a été rejeté avec un nombre important (18%) d'abstentions et une faible différence entre 39% oui et 43% non.*
- 2. Les propriétaires de chiens paient des impôts qui a génère, en 2024, un revenu de 51,150 francs pour Saint Prex.*
- 3. Notre règlement de police, à son article 30, prévoit que les chiens doivent être tenus en laisse, sur le domaine public et dans les lieux accessibles au public. C'est-à-dire partout, sauf chez soi.*
- 4. L'application de la loi vaudoise sur la faune impose que les chiens soient tenus en laisse du 1er avril au 15 juillet dans les zones forestières.*
- 5. L'ordonnance sur la protection des animaux, à l'art. 71, prévoit que les chiens doivent pouvoir, dans la mesure du possible, être régulièrement libre, sans être tenus en laisse.*

La réalité est qu'il est presque impossible pour les propriétaires de chiens de respecter ces lois et règlements. Environ 340 propriétaires de chiens de St Prex sont concernés par cette problématique. Nous demandons à la Municipalité de résoudre ce problème en proposant de revoir les restrictions de circulation des chiens dans notre commune, en fixant notamment des horaires, périodes et zones spéciales tout au long de l'année, pour que les propriétaires puissent laisser leurs chiens non-attachés dans les espaces publics y inclus l'accès au lac.

Je vous invite, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs, de prendre la décision de créer une stratégie claire pour tenir compte des besoins de nos compagnons à quatre pattes.

Je vous remercie. »

Stéphane **Porzi** : on a pris note.

Lorella **Pfirtter** : Réglementer à quels endroits et moments on a le droit de lâcher nos chiens, oui ok, maintenant il faudra veiller à ce que les propriétaires de chiens qui ne ramassent pas leurs crottes soient véritablement amendés car ce sont eux qui m'énervent, et à ce que nous, propriétaires terriens cultivant des légumes, fruits et céréales destinés à la consommation, puissions dénoncer les personnes qui ne respectent pas ces règles.

Frédéric **Berthoud** : au sujet des transports scolaires, j'ai entendu que les MBC avaient perdu le contrat et que ça serait les transports romontois qui allaient assurer les transports de nos élèves. J'espère que j'ai mal compris.

Anthony **Hennard** : effectivement, le groupement scolaire a fait une procédure de marché public pour le transport des écoliers et les MBC ne l'ont pas remporté. Dès la rentrée scolaire d'août 2025, c'est bien les taxis romontois qui vont transporter les élèves. Cela étant, les bus ne vont pas faire les trajets depuis Romont, ils seront stationnés à Villars-sous-Yens et leurs conducteurs seront recrutés dans la région.

Sophie **Rouquette Studer** : nous avons appris que les anciens locaux de la commune sont maintenant vacants grâce au déménagement vers la déchetterie, et je voulais savoir s'il y avait déjà un usage envisagé pour ces locaux.

Stéphane **Porzi** : tout en haut c'est loué à l'ARCAM. Dès à présent il y aura des travaux ici au Vieux-Moulin ce qui tombe assez bien, on va pouvoir prêter ces locaux à l'Entraide, au Cœur mixte. En somme ça sera notre point de dégagement durant les travaux du Vieux-Moulin. Par la suite, notre volonté est de voir avec l'Entraide si les locaux de l'ancienne administration leur conviennent mieux. Elles auront quatre mois pour évaluer ces locaux et décider si elles souhaitent y rester ou retourner au Vieux-Moulin, que nous pourrions le cas échéant louer. On a discuté aussi avec Perrosaz. Il y a éventuellement aussi la volonté de faire une cabane pour les ados. On a aussi imaginé peut-être déplacer la jeunesse. Les locaux seront facilement remplis avec des activités publiques, le temps de les rénover.

François **Siegwart** : des citoyens ont constaté des réaménagements en cours au cimetière et m'ont interpellé à ce sujet. Quelles sont les intentions et la vision de la Municipalité au sujet de ces réaménagements? Au sujet du rond-point près de l'église catholique à côté de la verrerie, est-il judicieux de planter des arbres autour de l'emblématique sculpture du souffleur de verre de l'artiste Hansjörg Gisiger, qui cacheront peut-être un jour cette œuvre à la mémoire de nos chers verriers ? Enfin une suggestion concernant l'éclairage du temple ; à mon sens, l'édifice n'est pas très bien mis en valeur par l'éclairage côté nord, et cet aspect mériterait d'être considéré.

Stéphane **Porzi** : Actuellement, ils essaient de trouver une solution pour réaménager le cimetière pour que ça occasionne le moins de travail possible. Concernant les arbres du giratoire, j'en parlerai avec Anouk, mais c'est peut-être à nous de faire attention pour qu'ils ne masquent pas trop cette sculpture. Et la question de l'éclairage a été abordée lundi, Anouk va supprimer ces deux éclairages et installer un éclairage LED sur des poteaux. C'est en cours.

Yves **Chevillat** : Est-ce que la commune de St-Prex a été approchée au sujet du projet de patinoire à Morges ?

Anthony **Hennard** : Oui, toutes les communes concernées ont été approchées, et la Municipalité envisage un système qui consiste à payer un montant de Fr. 3.- par habitant sur 30 ans, en considérant qu'il y a 6'000 habitants à St-Prex, cela revient à Fr. 18'000.-/année pendant 30 ans. Cette proposition sera soumise au Conseil.

Stéphane **Porzi** : Quand la piscine de Morges a été construite, on payait déjà Fr. 2.50 par habitant pour la piscine et la patinoire. Quand on a construit notre piscine, on a enlevé ces Fr. 2.50. Donc quelque part maintenant on revient avec ces Fr. 3.-, c'est un montant un peu plus élevé pour accéder à la patinoire. Ce n'est pas une énorme différence, mais c'est le Conseil qui décidera.

Philipp **Langer** : Est-ce que Morges nous paie quelque chose pour notre piscine ?

Stéphane **Porzi** : Notre piscine est une piscine communale, elle n'est pas d'intérêt régional, tandis que la patinoire qu'ils vont créer est d'intérêt régional. Donc non, mais nous avons des abonnements combinés.

La parole n'est pas demandée.

La Présidente clôt la discussion, après avoir rappelé aux commissions permanentes de transmettre à la secrétaire leurs éventuelles feuilles de présence si elles ont siégé et indiqué aux conseillers que des exemplaires papiers de la gestion et des comptes sont à disposition sur la table de l'huissière.

13) Contre-appel.

La séance est levée à 21h06.

Merci à vous toutes et tous pour les travaux de ce soir, pensez à la prochaine séance à 19h, et bon retour chez vous.

La séance est levée.

Le Président
Louis-Claude Pittet

La Secrétaire
Olivia Sahin-Cajuste